

FRANCE & MONDE / ATTENTAT

(.../...)

« Ce n'est pas en cadenassant notre société que nous réglerons la situation »

pourtant quasi unanime masque mal les divergences. Car si la droite est montée au créneau, attaquant et malmenant la majorité, jouant sa propre partition en vue des primaires, elle a voté comme un seul homme en faveur de la prolongation. Le texte a en effet été adopté à 485 voix contre 26 et 6 abstentions.

Dans la journée d'hier, c'est durant la séance de questions au gouvernement que la surenchère s'est poursuivie à l'Assemblée. Eric Ciotti, député LR de Nice, a ainsi lancé: « nous sommes en guerre, utilisons les armes de la guerre ». Dans ce marasme, rares sont les personnes qui rappellent que la réponse aux attentats ne peut « pas être uniquement sécuritaire et guerrière » à l'instar de Jacqueline Fraysse, députée communiste des Hauts-de-Seine, avant d'ajouter: « Il faut dire aux Français que « ce n'est pas en cadenassant notre société » que nous réglerons la situation ».

L'appel à la décence pourtant lancé par le chef de file du groupe LR, Christian Jacob, n'a donc guère été entendu. La goutte de trop puisqu'hier matin, le syndicat SGP-FO police, assez proche du gouvernement, s'est fendu d'une lettre ouverte pour dire son dégoût face à la surenchère politique de la droite (lire ci-contre).

Une garde nationale

Drapé dans son manteau de président, François Hollande a voulu apaiser les tensions en reconnaissant que « la colère était légitime » mais que celle-ci « ne peut dégénérer dans la haine et la suspicion ». Un moyen d'introduire la proposition qu'il oppose au centre de rétention pour occuper le terrain médiatique: « la garde nationale ». S'exprimant devant des réservistes en formation en Dordogne, il a appelé les Français à s'investir dans différentes réserves.

Le nombre des réservistes opérationnels de l'armée et de la gendarmerie a d'ores et déjà été élargi de 12000 à 15000. Il a également été demandé au ministre de la Défense de mobiliser 28000 titulaires d'un contrat d'engagement et décidé de recourir à la réserve opérationnelle de 2e niveau, soit un potentiel de 10000 retraités de la gendarmerie. Sans oublier le nombre de réservistes de l'armée qui doit monter de 28000 actuellement à 40000 en 2019. Et le président de lancer un appel à « toutes les volontés, toutes les énergies, tous les parcours sans discrimination », pour rejoindre la réserve opérationnelle, les sapeurs-pompeurs, les associations de protection civile, les formations aux premiers secours... Et de conclure: « quand on ajoute toutes ces réserves, on peut dire que la France se constitue avec vous une garde nationale ».

Portée par François Hollande devant le Congrès aux lendemains des attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, cette garde nationale est déjà au menu du MoDem, de l'UDI mais également du FN, et devrait être intégrée au programme du PS pour 2017.

A.S.

SYNDICATS DE POLICE. Le SGP-FO dénonce la démagogie et la bêtise des propos de la droite qui a taillé dans les effectifs entre 2008 et 2012. La CGT police n'exonère pas pour autant l'actuel gouvernement.

« Une politique de l'autruche »



Le SGP-FO police qualifie la droite de « fossoyeur de la police nationale ». PHOTO AFP

SÉCURITÉ

C'est un véritable coup de gueule que pousse Yves Lefebvre, secrétaire général du SGP-FO police, un des deux principaux syndicats au ministère de l'Intérieur. Dans une lettre ouverte, rendue publique hier, le syndicaliste dit son écoeurlement devant la « stupidité » et la « démagogie » des commentaires politiques suite à l'attentat de Nice. Si nulle étiquette est accolée à la formule « représentants politiques », la charge est assez clairement ciblée puisqu'il se demande « comment ceux qui ont supprimé des milliers d'emplois de policiers et de gendarmes entre 2007 et 2012 » peuvent aujourd'hui « clamer avec autant de vergogne que notre pays manque aujourd'hui de policiers, que l'armement est insuffisant etc. ».

C'est bien la droite en général et Nicolas Sarkozy en particulier qui sont visés, un ensemble carrément qualifié de « fossoyeurs de la police nationale, supprimant postes, budgets, écoles et commissariats de police ». Une analyse que ne conteste par Alexandre Langlois, secrétaire national de la CGT Police, qui pour sa part n'exonère pas pour autant l'actuel gouvernement.

Tâches chronophages et consignes incohérentes

Certes, ce dernier a bien recréé des postes - 9000, sachant que la présidence de Sarkozy en avait supprimé 12000 - mais le syndicaliste note trop de similitudes dans la philosophie générale pour baisser la garde. Sur le recrutement tout d'abord. « On gère l'urgence sans vision à long terme. Résultat, les gardiens de la paix qui doivent avoir un an de

formation dont trois mois de stage ne bénéficient pas de ce dernier. Et parmi les jeunes collègues sortis en juin, 700 ont été directement affectés aux fan zones de la région parisienne. Dangereux, pour eux comme pour les citoyens », commente Alexandre Langlois. Rien n'a été fait non plus pour mettre fin aux « tâches administratives et chronophages qui ont pour seul but d'alimenter les statistiques et la com' des politiques » poursuit-il avant de lâcher le nœud du problème: « il faut qu'on nous laisse faire notre travail ».

Chronophage également l'état d'urgence que les députés ont voté pour six nouveaux mois. « On va à nouveau nous envoyer sur des perquisitions administratives avec l'ordre clair de faire du chiffre. Qu'une perquisition soit organisée parce que nécessaire, oui, pas pour alimenter des stats' autour desquelles les politiques communiqueront pour affirmer qu'ils font des choses ».

Chronophage encore toutes les missions qui ne relèvent pas de la police mais qui ne peuvent être assurées par le personnel administratif car celui-ci n'est plus embauché: habillement, mécanique etc. Chronophage toujours, les « consignes incohérentes », comme celles données après l'attentat de Nice de « recenser toutes les fêtes de villages et tous les loueurs de voitures », rapporte le syndicaliste. Sans oublier le manque de moyens (véhicules), de formation (au tir) ou les adjoints de sécurité mis sur le terrain sans avoir été évalués (faute de formateurs disponibles). « Nous assistons à une politique de l'autruche, de l'excuse, on brasse du vent », synthétise Alexandre Langlois.

Parmi les solutions pour amé-

liorer la sécurité intérieure, Yves Lefebvre demande l'ouverture d'une troisième voie pour recruter les adjoints de sécurité: « trop nombreux sont ceux qui n'ont pas réussi le concours pour des raisons théoriques alors qu'ils ont fait preuve pendant 6 ans de leur capacité opérationnelle et de leur dévouement. Or nous n'avons pas besoin de jeunes qui ont 15 à l'examen écrit mais de jeunes opérationnels » a développé le syndicaliste FO sur l'antenne de France Info hier matin. Il demande également « d'ouvrir le chantier d'une seule direction générale englobant police et gendarmerie » pour éviter les querelles de service et améliorer la coordination.

« On considère ce ministère comme une étape dans un plan de com »

Une évidence selon Alexandre Langlois qui rappelle que la France est régulièrement condamnée à payer des amendes par l'Europe qui interdit les polices militaires. Un argent qu'il préférerait voir utiliser pour le terrain. Une option qui se heurte cependant « à la haute hiérarchie de la gendarmerie qui, sortant de Saint-Cyr, entend bien faire une carrière dans l'armée » explique le syndicaliste CGT.

Ce que voudrait surtout Alexandre Langlois, c'est un ministre concerné par cette sécurité intérieure. « Une blague circule chez nous: quel est le dernier ministre connaissant bien la police? Claude Guéant, pour avoir été inculpé... Plus sérieusement, il s'agit de Pierre Joxe. Depuis, les personnalités considèrent ce ministère comme une étape dans un plan de com... Angélique Schaller aschaller@lamarseillaise.fr

ÉDITORIAL

Françoise Verna

La démocratie sous couvre-feu

● Triste jour que ce 20 juillet 2016 où, d'un côté, l'on a voté à la chambre haute la prolongation pour six mois de l'état d'urgence dans une surenchère à droite qui travaille clairement pour l'extrême droite, et, de l'autre à la chambre basse, la sortie du chapeau de Manuel Valls, pour la troisième fois, de l'article 49.3 pour forcer l'adoption de la loi Travail. Dans les deux cas, la démocratie a pris de sacrés coups de canif. Blessures qui rappellent le débat nauséux sur la déchéance de la nationalité pour les binationaux provoqué par le chef de l'État en personne au lendemain des attentats de Paris et de Saint-Denis. Un coup de barre à droite qui fut la porte ouverte à toutes les dérives. Nous en avons la démonstration aujourd'hui après le carnage à Nice. Là où lutter contre le terrorisme réclame moyens, travail en profondeur et modestie, nous n'avons que coups de menton, postures et calculs électoralistes.

L'exaspération des citoyens est totale

Nous y sommes dans la dérive sécuritaire et guerrière. L'exaspération des citoyens est totale et cette colère pourrait accoucher du pire en 2017 si on n'insuffle pas d'autres messages que la haine et la suspicion. Petite bouffée d'air frais néanmoins avec ce texte commun signé hier soir par 58 députés écologistes, socialistes, communistes pour qui la bataille contre la loi Travail « ne fait que commencer ». Ils pointent à raison le noeud du problème: « comment ne pas voir, à l'heure où notre société traverse une crise démocratique majeure, que faire adopter sans vote, par le 49.3, un tel projet de loi risque d'accroître ce fossé entre citoyens et gouvernants que nous prétendons tous combattre? » s'interrogent-ils. Mais les tribunes communes dans la presse ne suffiront pas. La question sociale, marginalisée, doit être replacée au coeur du débat politique. Or on s'achemine vers une exacerbation des tensions avec un face à face mortifère entre droite et extrême droite si la gauche ne se réveille pas et ne construit pas un rassemblement intelligent et porteur d'espoir. Là encore, il convient de passer des intentions aux actes.